



## COMMUNE DE VERNIOLLE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2025

| Délibération n° 2025-85  |                                    |   |
|--|------------------------------------|---|
| Nombre de membres afférents au conseil : 19  | Nombre de membres en exercice : 19 | Date d'affichage de la convocation : 11 décembre 2025 |
| TOTAL VOTANTS : 13 = 11 Conseillers présents + 2 Représentés - 0 Non participation |                                    |   |
| TOTAL VOIX EXPRIMEES : Pour : 13 + Contre : 0                                      |                                    | Abstention : 0  |

Par suite d'une convocation en date du 11 décembre 2025, les membres composant le Conseil municipal de Verniolle se sont réunis à la mairie, place de la République à Verniolle le lundi 15 décembre 2025 à 18h30 sous la présidence de Mme Annie BOUBY, maire,

ETAIENT PRESENTS AU DEBUT DE LA SEANCE : BOUBY Annie, BERGES Sylvie, ROGGERO Gérard, PAULY Geneviève, PERRON Sylvie, EYCHENNE Hervé, DUCAROUGE Jérémy, DUFRESSE Audrey, DEJEAN Aurélie, TREFEL Jean-Marc,

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-17 du Code général des collectivités territoriales.

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR : A l'ouverture de la Séance, Mme la Présidente a déposé sur le Bureau de l'Assemblée les pouvoirs écrits de voter en leur nom, donnés par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, à l'un de leurs collègues, en exécution de l'article L2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ROUBY Bernard a donné pouvoir à BOUBY Annie ; RAMOS Patrick a donné pouvoir à ROGGERO Gérard,

ARRIVÉ EN COURS DE SEANCE : DUPUY Didier à 18h50 (*prend part aux délibérations n° 2025-75 à 2025-98*)

ABSENTS : LOZANO Karine, MUÑOZ Numen, AUTHIE Nathalie, SANCHEZ Emmanuelle, MUÑOZ Cédric, BIBENS Hubert,

Madame le maire ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. Monsieur Gérard ROGGERO est désigné pour remplir cette fonction.



#### **RAPPORT N°13 : INSTAURATION DE L'INDEMNITE DE MANIEMENT DE FONDS - REVISION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) PAR LA SUPPRESSION DE LA PART « IFSE REGIE »**

Madame Annie BOUBY, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames  
Messieurs,

Par délibération du 23 septembre 2024, le conseil municipal a intégré l'indemnité des régisseurs dans une part « IFSE régie » qui est versée en complément de la part fonctions IFSE, l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes faisant partie intégrante des éléments de rémunération liés à une sujétion particulière, qui correspond à une contrainte spécifique du fait même de la nature des fonctions occupées par l'agent et ne pouvant donc se cumuler avec le RIFSEEP.

Un arrêté du 21 janvier 2025 complète la liste des indemnités pouvant être cumulées avec le RIFSEEP. Y figure désormais dans cette liste, « l'indemnité de maniement de fonds régie par le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de

responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ».

Cette modification est entrée en vigueur le 31 janvier 2025.

L'indemnité de manquement de fonds, remplaçant l'ancienne indemnité de responsabilité, est allouée aux régisseurs d'avances et de recettes et est cumulable avec le RIFSEEP.

La commune de Verniolle dispose actuellement de 3 régies comptables :

- Régie de recettes et d'avances des services périscolaires
- Régie de portage des repas à domicile
- Régie de recettes pour l'encaissement des produits de la location des salles et du mobilier ou matériel municipal

Pour une régie de recettes, l'indemnité est versée en fonction du montant moyen des recettes encaissées mensuellement. Pour une régie d'avances, l'indemnité est versée en fonction du montant maximum de l'avance pouvant être consentie définie par l'acte constitutif de la régie. Un même régisseur, chargé de plusieurs régies peut percevoir plusieurs indemnités de manquement de fonds.

Seuls les régisseurs titulaires et suppléants peuvent percevoir l'indemnité de manquement de fonds dès lors qu'ils sont régulièrement chargés des fonctions de régisseur d'avances ou de recettes ou des fonctions cumulées. Cette indemnité sera donc octroyée au suppléant dès qu'il s'agit d'un agent public et lorsque ce dernier assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire.

Les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes sont fixés par l'arrêté du 28 mai 1993.

L'instauration de l'indemnité de manquement de fonds a reçu l'avis favorable du comité social territorial en date du 25/11/2025.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, si les conclusions de ce rapport recueillent votre accord, de vous demander de bien vouloir :

- Approuver l'institution de l'indemnité de manquement de fonds des régisseurs
- supprimer la part « IFSE régie » prévue par la délibération n° 2024-85 du 23/09/2024 modifiant partiellement le RIFSEEP

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles,

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics,

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'arrêté du 21 janvier 2025 modifiant l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu la délibération n° 2024-85 du 23 septembre 2024 portant modification partielle du RIFSEEP

Vu l'avis du comité social territorial en date du 25 novembre 2025,

CONSIDERANT :

- Qu'il existe à ce jour 3 régies en fonctionnement dans la collectivité

*Retranscription des débats :* Mme le maire précise que le comptable public a émis un avis favorable à la fusion des régies des services périscolaires et de la régie de location des salles, du mobilier et matériel. M. DUPUY s'interroge également sur la coexistence de ces deux régies et se positionne favorablement pour une fusion. Il propose d'étudier avec les régisseurs une évolution de l'organisation pour la tenue des régies de recettes et d'avances. Mme BERGES souhaite conserver les deux régies indépendantes.

APRES EN AVOIR DELIBERE

VOTE : Pour : 13 - Contre : 0 - Abstention : 0

Article 1<sup>er</sup> : INSTITUE le versement de l'indemnité de maniement de fonds de la collectivité en fonction d'un barème de référence, fixé par arrêté du ministre chargé du budget.

Article 2 : APPROUVE la validation des critères et montants tels que définis ci-après :

- Bénéficiaires : Seuls les régisseurs titulaires, intérimaires et suppléants peuvent percevoir l'indemnité de responsabilité dès lors qu'ils sont régulièrement chargés des fonctions de régisseur d'avances ou de recettes ou des fonctions cumulées. Cette indemnité sera donc octroyée au suppléant dès qu'il s'agit d'un agent public et lorsque ce dernier assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire.

- Montants de l'indemnité de maniement de fonds :

| Montant maximum de l'avance pouvant être consentie (régisseur d'avances) ou montant moyen des recettes encaissées mensuellement (régisseur de recettes) | Montant total du maximum pour un régisseur d'avances et de recettes | Montant de cautionnement         | Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle * |
|---|---|----------------------------------|---|
| De 0 € à 1 220 €  | De 0 € à 2 440 €  | -                                | 110 €   |
| De 1 221 € à 3 000 €  | De 2 441 € à 3 000 €  | 300 €                            | 110 €   |
| De 3 001 € à 4 600 €  | De 3 001 € à 4 600 €  | 460 €                            | 120 €   |
| De 4 601 € à 7 600 €  | De 4 601 € à 7 600 €  | 760 €                            | 140 €   |
| De 7 601 € à 12 200 €   | De 7 601 € à 12 200 €   | 1 220 €                          | 160 €   |
| De 12 201 € à 18 000 €  | De 12 201 € à 18 000 €  | 1 800 €                          | 200 €   |
| De 18 001 € à 38 000 €  | De 18 001 € à 38 000 €  | 3 800 €                          | 320 €   |
| De 38 001 € à 53 000 €  | De 38 001 € à 53 000 €  | 4 600 €                          | 410 €   |
| De 53 001 € à 76 000 €  | De 53 001 € à 76 000 €  | 5 300 €                          | 550 €   |
| De 76 001 € à 150 000 €   | De 76 001 € à 150 000 €   | 6 100 €                          | 640 €   |
| De 150 001 € à 300 000 €  | De 150 001 € à 300 000 €  | 6 900 €                          | 690 €   |
| De 300 001 € à 760 000 €  | De 300 001 € à 760 000 €  | 7 600 €                          | 820 €   |
| De 760 001 € à 1 500 000 €  | De 760 001 € à 1 500 000 €  | 8 800 €                          | 1 050 €   |
| Au-delà de 1 500 000 €  | Au-delà de 1 500 000 €  | 1 500 € par tranche de 1 500 000 | 46 € par tranche de 1 500 000                       |

- Révision du montant de l'indemnité : il peut être procédé, en accord avec le comptable, au début de chaque année, à une révision éventuelle de l'indemnité de responsabilité allouée sur les bases des avances ou recettes constatées au cours de l'année précédente. Un nouvel arrêté individuel précisant le montant révisé sera édicté et ne pourra avoir d'effet rétroactif conformément au principe général de non-rétroactivité des actes administratifs
- Clause de revalorisation : l'indemnité fixée par la présente délibération fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Article 3 : DIT que cette indemnité sera versée annuellement au régisseur

Article 4 : SUPPRIME l'indemnité dénommée « IFSE additionnelle régie » instaurée par délibération n°2024-85 du 23 septembre 2024

Article 5 : DIT que les crédits sont prévus au budget.

|   |  |
|---|--|
| <p>Le Maire<br/>Annie BOUBY</p>  | <p>Le secrétaire de séance<br/>Gérard ROGGERO</p>  |
|---|--|

Acte certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de sa publication le .....,  
de sa notification le.....et de sa transmission en Préfecture le.....

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai